

Initiatives parlementaires

tés. Les programmes généraux de financement perpétuent les aberrations économiques du système actuel. Nous devons favoriser une consommation plus efficace des ressources et améliorer les méthodes de gestion. La facturation selon la consommation est un élément qui permettrait d'atteindre un tel but.

À cet égard, le gouvernement fédéral a un rôle à jouer, et c'est pourquoi, par des projets de développement et de démonstration, il encourage les organismes locaux de gestion des ressources en eau à adopter des méthodes d'économie de l'eau et de développement durable.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord féliciter le député d'Ottawa—Vanier pour sa motion qui est très valable. Nous devons continuer à réclamer des travaux d'infrastructure municipale. Il a abordé le problème avec beaucoup de créativité en faisant de l'eau un cas à part, indépendamment de la question de l'infrastructure municipale, ce que j'approuve sans me faire trop d'illusions.

Si jamais il obtenait gain de cause et que le gouvernement fédéral se décidait à se rallier à cette idée, et il semble, à en croire la députée qui m'a précédé, que le gouvernement n'a nullement l'intention de trop s'engager. J'ai cru comprendre cependant qu'elle avait fait, un peu plus tôt, une annonce encourageante sur laquelle je n'ai aucun détail. Elle porterait sur le réseau routier, initiative que j'accueillerais avec joie.

Quoi qu'il en soit, faire de l'eau et des routes deux questions différentes est une idée positive. J'espère toutefois que, quelles que soient les mesures qui seront prises, elles le seront dans le cadre d'un accord entre les trois paliers de gouvernement. Je pense qu'aucun d'entre eux ne peut se permettre de décider à lui tout seul ce qui doit être fait dans les collectivités et en matière d'infrastructure nationale.

La participation de chacun est absolument indispensable étant donné que le devis est passé de 12 milliards de dollars à 15, puis à 20 et que tout le monde dit que c'est trop cher. Et moi je dis que si nous n'avons pas pu nous permettre de le faire en période d'expansion et que c'est trop cher en pleine récession, quand pourrions-nous le faire? Il n'y a pas d'autre moment disponible.

Et pendant ce temps, notre infrastructure s'effrite. Je vous en donnerai des exemples un peu plus tard.

J'aimerais citer un certain Don Gamble qui prétend que l'eau est aux Canadiens ce que les Alpes sont aux Suisses, une chose qui transcende la ressource qu'elle représente. Elle fait partie de l'univers des Canadiens. Nous sommes un pays de lacs et de rivières sur lesquels est bâtie notre histoire. La députée qui m'a précédé a dit que c'était notre eau, mais que cela ne nous empêcherait pas de faire payer les consommateurs.

Marjorie Lamb demande si nos arrières petits-enfants pourront boire l'eau qui nous sert à laver nos chiens. Question intéressante quand on sait qu'une centaine de municipalités canadiennes déversent des eaux usées non traitées dans notre réseau hydrographique. Ce chiffre en soi est une condamnation. Je suis bien poétique aujourd'hui. L'expression «que d'eau, que d'eau, que d'eau» me revient à l'esprit, mais elle ne sera peut-être plus potable, et cela, c'est inquiétant.

Il faut cesser de se renvoyer la balle car, comme le gouvernement l'a si bien dit, ce sont toujours les mêmes contribuables qui paient et je suis bien d'accord. C'est le moment pour les trois paliers de gouvernement de coopérer pour régler un problème qui concerne tous les Canadiens.

Le gouvernement parle de compétitivité et de prospérité. Si nous devons devenir compétitifs, et la prospérité est effectivement toute proche, ce que nous souhaitons tous tellement, notre infrastructure pourra-t-elle s'adapter à cette nouvelle prospérité, si nos ponts, nos routes, nos systèmes d'égoûts et nos ressources en eau ne peuvent pas répondre aux besoins de la nouvelle économie qui prospérera, nous l'espérons, mais nous attendons toujours naturellement?

Quelle en est la gravité? Eh bien, je crois comprendre que le Japon, et je ne veux pas suivre tout ce que fait ce pays, mais il s'est lancé dans un renouvellement de l'infrastructure municipale de l'ordre de billions de dollars. Les Japonais reconnaissent qu'il vont devoir régler ce problème maintenant et ils se gardent bien de dire: «Eh bien, cela ne relève pas de notre responsabilité; cela doit être celle de quelqu'un d'autre.»

La Fédération canadienne des municipalités a fait du lobbying et parle franchement de cette question depuis de nombreuses années.

Des partis de temps en temps se sont ralliés à ce point de vue et ont dit: «Oui, nous y souscrivons.» Les libéraux ont été effectivement en faveur de l'infrastructure municipale jusqu'au début des années 80. Ils l'ont fait d'une manière empirique. Ils participaient à des programmes individuels, mais jamais à un programme national, ce qui est maintenant absolument essentiel. Ils ont eux aussi disparu de cette scène même sur une base empirique, et le gouvernement fédéral actuel y a complètement renoncé.

Un ministre, j'ai oublié lequel, a déclaré, entre autres: «Nous n'avons pas obtenu grand-chose pour notre argent. Si nous participons à l'infrastructure municipale, nous n'en tirons pas le mérite auquel nous avons peut-être droit pour l'argent que nous y investissons.» La FCM s'est montrée extrêmement persévérante. Elle vient de